

La collaboration de l'Université avec et pour les collectivités: Expériences québécoises en temps de pandémie

Synthèse des échanges tenus le 18 novembre 2021, rédigée par Andréanne Brunet-Bélanger

L'objectif du séminaire est de dégager une vision multisectorielle des expériences de collaboration entre l'Université et les groupes communautaires, de femmes et de syndicaux en contexte COVID. À partir d'exemples concrets notamment tirés des expériences du Service aux collectivités de l'UQAM et du Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia, les huit intervenant·es du séminaire ont présenté certains défis rencontrés et relevés, et plus globalement les stratégies adoptées et les leçons apprises pendant la pandémie. L'animation a été réalisée par Annie Camus, professeure au département d'organisation et ressources humaines de l'UQAM.

Ce séminaire s'inscrit à la suite du webinaire mis sur pied par Amber Fletcher, Lynn Gidluck et Magda Goemans intitulé « *Seizing the moment : Exploring just and sustainable pandemic recovery through community-campus partnerships* », qui a eu lieu les 25 et 26 mai 2021. Ce webinaire avait pour but de mettre de l'avant une série de conversations menées par l'Université de Regina et *Community Campus Engage Canada* sur les défis et les stratégies communautaires liés à la pandémie, ainsi que sur les possibilités de recherche, d'apprentissage et de partenariats créatifs entre la communauté et le campus pour aider à trouver des solutions justes et durables. Près de 400 participant·es se sont joint·es à la discussion sur les défis de la pandémie et les leçons apprises dans les communautés à travers le pays.

Présentations :

Présentation 1 : Le Bureau de l'engagement communautaire : approches et adaptations

Alex Megelas, Coordonnateur des programmes et des communications & Geneviève Sioui, Coordonnatrice de l'engagement communautaire autochtone (Bureau de l'engagement communautaire, Université Concordia)

Les panélistes présentent l'approche du Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia, ainsi que ses adaptations face à la pandémie. Ils soutiennent que l'ancrage dans les communautés demeure le travail le plus important à mettre de l'avant.

Le Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia a pour mission de nouer et d'entretenir des relations fructueuses et mutuellement profitables entre l'Université et les diverses communautés montréalaises, par le biais de travaux mettant de l'avant des projets d'apprentissage expérientiels avec des chercheur·es.

En tant que réseau de recherche, le Bureau a dû se positionner face à toutes sortes d'enjeux, aux frontières entre l'engagement citoyen, la défense des droits humains et la sphère d'autonomie dans les contextes communautaires. Le Bureau appuie des groupes communautaires, par exemple des organismes sans but lucratif locaux ou encore des groupes citoyens informels, ce qui lui permet d'avoir un ancrage sur le terrain avec des groupes traditionnellement non reconnus par des organismes subventionnaires en raison de leur travail jugé trop politique.



Dans le contexte pandémique, les membres de la communauté universitaire ont voulu mettre en pratique leurs outils, mais à distance, afin de continuer leur travail d'ancrage dans les communautés. Le Bureau et ses employé·es ont été portés par un désir de continuer à soutenir les organismes, tout en étant conscient·es de ses propres privilèges (ex. : télétravail, soutien de l'Université, etc.). Au sein de l'Université, iels ont constaté une baisse des demandes de soutien pour des projets en raison du ralentissement provoqué par la mise en place du télétravail. Pourtant, iels ont également observé une augmentation des demandes dans les milieux communautaires, que ce soit au niveau de la réorganisation des effectifs ou de la mobilisation politique de ces organismes.

L'un des projets appuyés durant la pandémie concerne les écarts digitaux, entre ce qui émerge du secteur de l'intelligence artificielle/développement numérique et une certaine conscientisation auprès des acteur·trices universitaires à promouvoir des projets de recherche engagés et ancrés afin de mettre en place des pratiques concrètes. Concernant le milieu communautaire autochtone, le Bureau a poursuivi son engagement avec de nouvelles adaptations. De nombreux exemples ont été cités, dont la recherche de financements destinés traditionnellement à placer des étudiant·es dans des compagnies, afin de rediriger ces montants et ces stages vers les milieux communautaires. L'Université a permis de rediriger les fonds et d'offrir différents stages en milieu communautaire avec des organismes/collectifs qui n'étaient pas visés au départ, n'ayant pas le statut d'organismes de charité.

Les panélistes concluent que pour les organismes communautaires, l'urgence pandémique continue et il est important de poursuivre la réflexion sur les manières de les supporter, outre financièrement.

Présentation 2: L'approche du Service aux collectivités de l'UQAM, avant et pendant la pandémie : quelques défis relevés

Marcel Simoneau, directeur du Service aux collectivités et Eve-Marie Lampron, agente de développement au Protocole UQAM/Relais-femmes du Service aux collectivités (UQAM)

La présentation met de l'avant l'approche du Service aux collectivités. Les panélistes soutiennent que si la pandémie a été difficile, particulièrement pour les groupes déjà précaires, elle a mis en relief le rôle essentiel du SAC afin de répondre à leurs besoins.

La mission portée par le Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM depuis plus de 40 ans prend racine dans une réflexion plus large sur le rôle de l'Université dans la société. Le SAC est une interface entre l'UQAM et les groupes porteurs de besoins collectifs, relevant du Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la diffusion. Le SAC a pour mission de répondre spécifiquement aux demandes expresses des groupes de la communauté. Le Service est leur principale porte d'entrée vers l'UQAM et son approche est fondée sur la compréhension de leurs besoins ; il s'agit de s'assurer d'une entente collaborative et mutuellement fructueuse entre les professeur·es et les groupes. Le SAC participe à la création de nouvelles connaissances afin de créer des transformations sociales. Pour ce faire, l'approche du SAC s'appuie sur la coproduction des savoirs via des projets de recherche, de formation, de diffusion et de transfert des connaissances.

L'approche du SAC est ancrée dans le respect des temporalités et des modalités d'organisation des groupes, notamment communautaires, autochtones, de femmes et syndicaux, durement affectés par la pandémie. De nombreuses rencontres des comités d'encadrement des projets (rencontres devant des



lors se dérouler en ligne) ont permis de revoir collectivement les calendriers de travail des équipes partenariales : plusieurs projets ont été ralentis (par les restrictions associées à la collecte de données présentielle, notamment), certains ont été mis sur pause (afin de respecter la redéfinition rapide des priorités des groupes et des populations auprès de qui ils interviennent, ou lorsque la dynamique présentielle était essentielle à la réussite des activités de recherche ou de formation) et de nouveaux projets ont émergé à partir de besoins exprimés par les groupes dans le contexte COVID. Parmi pléthore d'autres exemples, on pense au démarrage d'une recherche sur les conditions de travail des enseignant-es dans le contexte pandémique, à la demande de syndicats constatant les situations préoccupantes vécues par leurs membres. Plusieurs équipes ont migré des contenus de formation (notamment sur l'exercice du droit de manifester) ou de diffusion (sur l'intervention féministe intersectionnelle, par exemple) en ligne, afin d'en permettre la circulation et l'appropriation à plus large échelle. Les équipes partenariales déjà constituées ont aussi pu se saisir de nouveaux enjeux ayant émergé pendant la pandémie : on pense notamment à la production de capsules sur la prévention de la violence conjugale et les nécessaires mesures de protection des victimes dans le nouveau contexte de télétravail, susceptible de les vulnérabiliser encore davantage. Souplesse et respect des besoins ont été de mise et les adaptations réalisées ont permis de relever nombre de défis.

Présentation 3: Programme de financement des réponses transformatrices

Elisabeth Cramer, Responsable de l'innovation sociale — Centre SHIFT Centre de Transformation Sociale (Université Concordia)

La présentation d'Elisabeth Cramer met de l'avant la mise en œuvre d'un programme de financement accéléré temporaire du Centre de Transformation Sociale SHIFT pour appuyer les efforts de transformation sociale menés pendant la COVID, afin d'être en mesure de répondre adéquatement aux besoins de la communauté.

Le mandat de SHIFT est d'appuyer des initiatives émergentes et innovantes au sein de la communauté de l'Université Concordia et de ses partenaires dans le but de créer un monde plus juste, plus inclusif et globalement plus prospère. Pour ce faire, SHIFT oriente son système de gouvernance vers la participation de tous ses membres au pouvoir décisionnel. Chaque décision de financement est prise par un jury réunissant à la fois des acteur-trices universitaires et communautaires. Les stratégies sont guidées par un Comité composé d'acteur-trices aux profils divers.

Avant la pandémie, le financement offert par SHIFT avait pour but de soutenir les initiatives de transformation sociale à fort potentiel, par le biais de deux appels d'offres par an. Chaque appel d'offres invitait les personnes, les organismes ou les groupes clés œuvrant dans le secteur montréalais de la transformation sociale à se joindre à la communauté du Centre SHIFT par le biais de partenariats entre les membres de l'Université et de la communauté. L'appel d'offres avait une date limite fixée et les critères étaient élaborés par un jury.

En temps de COVID, SHIFT a su adapter ses programmes aux besoins de la communauté en créant le programme « Réponses transformatrices à la COVID-19 ». SHIFT a alloué 70 000 \$ à 15 initiatives de transformation sociale qui s'attaquent aux effets de la pandémie. Pour répondre à la forte demande, SHIFT a mis sur pied un nouveau processus de sélection. Les changements effectués ont notamment permis :



- D'accélérer le traitement des demandes en vue d'offrir du soutien plus rapidement à la communauté ;
- D'élargir les critères de financement à des organismes n'ayant pas forcément des projets préexistants avec l'Université Concordia ;
- D'accroître l'enveloppe budgétaire octroyée pour le programme « Réponses transformatrices à la COVID-19 », passant de 50 000 \$ à 70 000 \$;
- D'aligner le programme avec les besoins de la communauté en créant de nouvelles collaborations.

Les leçons apprises sont nombreuses. D'une part, la panéliste soutient l'importance de mettre les besoins de la communauté au centre du travail pour générer de la confiance et des collaborations profondes. D'autre part, les relations entre les institutions et les groupes communautaires sont toujours à l'échelle humaine. SHIFT continuera à mettre de l'avant la rapidité d'exécution dans l'attribution des financements et à maintenir ouverte la possibilité de créer de nouvelles collaborations, et ce, même si une organisation n'entretient pas une relation préexistante avec Concordia.

Présentation 4: Recherche « avec » et crise sanitaire COVID-19 : les hauts et les bas de la réponse institutionnelle universitaire

Jean-Marc Fontan, professeur au département de sociologie (UQAM)

La présentation a pour but de témoigner des modalités d'adaptation de l'institution universitaire à la situation générée par la COVID avec les organisations de la société civile qui sont en interface avec elle. Le panéliste démontre l'impact de la COVID sur la recherche menée par des universitaires, à partir de son expérience en lien avec différentes unités de recherche. Il constate que cet impact a été à la fois positif et négatif, selon les situations.

Du côté des aspects positifs, Jean-Marc Fontan met de l'avant le rôle du télétravail comme catalyseur de disponibilités. En effet, la prise de rendez-vous et de réunions a été facilitée par la plus grande disponibilité des individus. Tous les projets qui pouvaient compter sur des acteur-trices branchés-es par Internet et à l'aise avec des technologies de l'information n'ont pas ressenti d'effets négatifs, s'ils ont su adapter leur approche et leur méthodologie d'enquête.

La COVID a aussi donné l'occasion de développer de nouveaux champs d'études. Des demandes ont été exprimées pour suivre les effets de la pandémie et les réponses ou les adaptations des acteur-trices ou des populations. Au PhiLab a été développé un axe de travail sur la réponse des fondations subventionnaires à la pandémie.

Avec la crise, les organismes subventionnaires se sont mobilisés et ont réagi positivement en dégagant des ressources et en favorisant plus de souplesse dans la reddition de comptes. Ces nouvelles pratiques ont pu être documentées et mises de l'avant par le biais d'études de cas, menées à partir d'initiatives présentes surtout en Ontario et au Québec. Une dimension intéressante de ces études tient à la capacité de suivre en direct le développement de réponses, de pouvoir documenter les expériences et aussi d'avoir un léger aperçu sur l'impact de ces réponses. On constate également la création de nouveaux débats, notamment sur les approches d'inclusion.



Du côté négatif, la pandémie a coupé des liens directs avec des populations à l'étude. Le passage de rencontres en présentiel à des rencontres en ligne a freiné la possibilité d'observer les comportements en direct, les échanges informels et la possibilité de bien orchestrer l'activité de recherche-intervention durant cette période. Si cette capacité revient lentement, la pandémie a affecté la qualité de relation d'aide entre les chercheur·es et les enquêté·es. Cette dimension négative s'inscrit au nombre des éléments qui ont fait que la COVID a renforcé les inégalités sociales en place. Les activités d'observation participante et de recherche-intervention mettant en scène des personnes, nécessitant des rencontres et de l'accompagnement, n'ont pu être tenues et recommencent tout juste à l'être.

Présentation 5: Communautés noires, solidarités et la santé mentale autrement : bâtir une collaboration de recherche dans un contexte de pandémie

Lisa Ndejuru, PhD. Psychothérapeute, boursière postdoctorale du doyen 2020-2022 (Faculty of Information, University of Toronto)

La présentation de Lisa Ndejuru met de l'avant l'importance de créer des ponts entre les communautés noires et la communauté universitaire, particulièrement dans ce contexte exceptionnel. Pour situer la mise sur pied du projet de recherche collaborative, il faut comprendre comment la pandémie s'est ajoutée à un contexte sociopolitique fragilisant pour ces communautés.

La collaboration de recherche présentée prend racine dans les événements ayant suivi la mort de George Floyd et l'action du mouvement Black Lives Matter. L'Université Concordia a créé le *Groupe de travail du recteur sur le racisme contre les Noir-es*. Un rapport du *Groupe de travail sur l'équité, la diversité et l'inclusion de Concordia* a également vu le jour, de concert avec des mesures concrètes et embauches visant à augmenter la représentation des minorités racisées dans le paysage universitaire.

Les vulnérabilités des personnes dans les communautés noires francophones et anglophones ont été accrues par l'éclatement de la cohésion sociale. Les demandes concernant l'accès à des soins en santé mentale ont augmenté au sein de ces communautés, mais dans l'objectif d'obtenir des services venant d'un·e intervenant·e racisé·e, ce qui a créé de longues listes d'attentes. Les organismes communautaires qui travaillent au sein des communautés noires ont d'ailleurs vu ce besoin émerger bien avant la pandémie. Ces organismes se sont mobilisés pour pouvoir répondre à la demande de soutien psychosocial au niveau communautaire.

De cette conjoncture critique est né le projet de créer du soutien par les pair·es. Lisa Ndejuru dénote une spécificité dans l'approche, qui n'est pas simplement de la psychothérapie pure, mais qui revêt aussi une dimension sociale et politique. Au travail d'abord informel dans et avec les communautés est venu s'ajouter la possibilité d'un travail formel et reconnu par l'Université, via une demande de financement logée à l'Initiative sur la race, le genre et la diversité du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

La proposition a été portée par trois groupes communautaires (*Black Mental Health Connection, Union United Church* et *Black Healing Center*) et au sein de la communauté de l'Université Concordia, par une approche fondée sur les besoins de la base : « pour une fois, on s'inscrivait à l'intérieur de cette Université-là et on travaillait ensemble sur quelque chose que NOUS, on pense important ! », a affirmé Lisa Ndejuru. L'Université Concordia a répondu de manière remarquable à la proposition, en offrant de l'aide dans la rédaction de la demande et au niveau de l'accueil d'autres professeur·es soutenant le



projet sans pour autant y prendre part. Les connaissances des organismes communautaires étaient au centre de la proposition.

Finalement, la panéliste soutient que la demande grandissante des communautés a démontré à quel point le besoin est grand et qu'il répond à une problématique encore plus large. Elle soulève aussi l'importance de se recentrer sur ce qui a déjà été fait au sein des organismes communautaires et de transposer ces pratiques au sein de l'Université. De cette manière, les relations sont bénéfiques et mutuellement profitables pour les communautés et l'Université.

Présentation 6: Concertation et adaptations pour l'autonomie socioprofessionnelle de survivantes à la violence conjugale en contexte COVID

Chantal Lepire, conseillère d'orientation, chargée de cours et doctorante en éducation (UQAM)

La présentation met de l'avant la manière dont *Chevalière en mission*, un programme en développement de carrière qui vise l'autonomisation socioprofessionnelle de femmes victimes de violence conjugale, s'est adapté au contexte de la COVID. Pour Chantal Lepire, la collaboration efficace entre les différentes parties (l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, l'équipe d'intervention, le Service aux collectivités de l'UQAM et l'équipe de recherche) a permis de créer de nouvelles perspectives et pratiques qui pourront être conservées et peaufinées au-delà du contexte pandémique.

Le programme vise la reprise de pouvoir et l'engagement des femmes victimes de violence conjugale dans la société. Cette reprise de pouvoir passe notamment par un plan de carrière choisi par les femmes et permettant de conjuguer les besoins de leurs vies familiale, professionnelle et personnelle. Le programme comporte un volet formation (*Chevalière en mission*), un volet recherche et est offert dans les maisons d'hébergement de 2^e étape (MH2).

Chantal Lepire explique que les trois facteurs ayant permis une collaboration réussie sont l'engagement, la communication et les compétences croisées de chaque partie. Ce sont ces facteurs qui ont permis au programme de passer du mode présentiel au mode virtuel. Également, dès sa création en 2017, le programme a été confronté à plusieurs défis, relevés par l'équipe dont les capacités d'adaptation s'en trouvent augmentées.

En contexte pandémique, différentes adaptations ont été nécessaires :

- S'assurer que les MH2 aient une connexion haute-vitesse, les outils nécessaires et l'espace afin de respecter la confidentialité des rencontres virtuelles entre l'équipe d'intervention du programme et les femmes ;
- Augmenter la littératie numérique des femmes en favorisant leur appropriation des outils virtuels, ce qui devient une compétence transférable dans la vie professionnelle ;
- S'assurer d'être en mesure de transférer les rencontres au téléphone si les femmes n'étaient pas à l'aise avec les moyens de télécommunication proposés, ce qui a forcé le programme et l'équipe à être flexibles sur le plan de l'intervention ;
- S'assurer que les femmes continuent d'avoir accès aux activités du programme : puisque le programme avait été d'abord pensé en présentiel, il a fallu s'adapter rapidement. Ici aussi, il a fallu être à l'écoute des femmes et privilégier des outils hybrides (un outil physique et le numérique en soutien).



Ces adaptations ont favorisé plusieurs retombées positives. D'un côté, l'expérience d'adaptation a forcé un changement au niveau du programme qui, d'abord dispensé à Montréal, peut maintenant être offert dans l'ensemble des MH2 du Québec, le tout visant à soutenir l'autonomie socioprofessionnelle des femmes. De l'autre côté, le transfert du programme en virtuel a permis une plus grande flexibilité d'horaire aux intervenant·es et aux femmes. Les collaborations développées en mettant en place ces stratégies d'adaptation ont également permis à l'équipe partenariale d'ouvrir sur de nouveaux volets, que ce soit au niveau de la formation, de la recherche ou des politiques et services offerts aux femmes.

Questions et réponses avec les intervenant·es et le public

Question 1 : Comment surpassez-vous/expliquez-vous les difficultés à rejoindre les populations vulnérables ? Y a-t-il une cassure entre les professionnel·les et les usager·es depuis la COVID ?

Les difficultés à rejoindre les populations vulnérables s'expliquent en partie en raison de la sursollicitation provoquée par la pandémie. Elles se comprennent aussi par le décalage entre la recherche universitaire et les besoins du terrain. En effet, ce décalage peut s'expliquer du fait du positionnement institutionnel, privilégiant une vision quantitative de la recherche plutôt que qualitative, ce qui entraîne un éloignement, notamment pour les étudiant·es, du rôle de chercheur·e engagé·e. Pourtant, faire une enquête nécessite à la fois de comprendre le contexte particulier de son terrain, mais aussi d'être en mesure de se l'approprier. L'enquête terrain demande également d'être crédible aux yeux de ses enquêté·es, ce qui nécessite du temps et de la confiance. Si ce positionnement de recherche est bénéfique pour diminuer l'effet de cassure engendré par la pandémie, il doit être soutenu par les institutions. Une relation mutuelle entre la personne chercheuse et son terrain est nécessaire.

Il est cependant important de mentionner que l'expérience pandémique n'a pas été toujours synonyme de difficultés. Effectivement, lorsque la collaboration était au préalable efficace entre les différent·es acteur·trices, la fracture était moins significative. Chantal Lepire donne pour exemple le programme *Chevalière en mission*. Elle explique la réussite du programme partenarial par l'arrimage et la collaboration constante entre l'équipe d'intervention et l'équipe de recherche. Les femmes participantes au projet ont été accompagnées tout au long de leur parcours par des personnes œuvrant en étroite collaboration. Elle mentionne toutefois que cela n'a pas été le cas dans un autre programme de recherche auquel elle a collaboré ; les jeunes étant particulièrement difficiles à rejoindre, malgré la communication entre les chercheur·es et intervenant·es.

Question 2 : Bien que les politicien·nes mentionnent déjà « l'après-pandémie », la réalité des organismes communautaires demeure difficile et ancrée dans les effets de la pandémie. De quelle manière cet enjeu est-il présent dans le temps ? Après le travail d'adaptation durant la pandémie, comment entrevoyez-vous la suite des choses ? Allez-vous garder certaines adaptations dans vos pratiques actuelles ?

Pour certains organismes communautaires, il n'y a jamais eu de situation « normale ». Cet « avantage » fait en sorte que les pratiques sont toujours en constante adaptation et que le travail continue d'être fait, qu'il soit subventionné ou pas.



Concernant la temporalité pandémique, il est possible d'observer un certain détachement (ou distanciation) par rapport aux institutions. L'après-pandémie devra mettre de l'avant une recomposition de l'identité et des liens (distendus) avec l'Université. Ce détachement a été observé dans les milieux où le télétravail et les liens physiques ont été perdus. Pourtant, la pandémie a aussi permis la création de relations plus larges, particulièrement sur le plan de l'intervention. Si le lien avec l'institution s'est dissolu, plusieurs liens avec les usager·es sur le terrain se sont créés, du fait de l'ouverture générée par le transfert des activités en ligne. Cela a permis de créer une relation avec des communautés qui n'auraient pas été rejointes autrement, même si le lien demeure tout de même limité.

Concernant les adaptations, certaines resteront sans doute après la pandémie. Notamment, certains types de projets entre l'Université et les communautés ont été renforcés, que ce soit au niveau de la reconnaissance de ces collaborations ou du travail des différentes unités pouvant offrir du financement pour maintenir ces collaborations.

Également, la reconnaissance des départements universitaires à investir dans des milieux de stages communautaires demeure une réussite à conserver après la pandémie. Même si les stages en milieu d'entreprise ont repris, avec leur capacité à accueillir énormément d'étudiant·es, il est important de continuer à discuter avec les pair·es afin de faire valoir la pertinence des stages en milieu communautaire, autant pour les étudiant·es que pour les organismes eux-mêmes. La mise de l'avant d'une méthodologie non-extractiviste dans la recherche est une autre réussite ; l'approche relationnelle devra être conservée et mise de l'avant, avec l'encadrement nécessaire afin de former des chercheur·es engagé·es.

Pour clore la discussion, quatre souhaits pour l'avenir, quant à la reconnaissance des rôles respectifs de tout·es, sont mis de l'avant :

- Premièrement, sachant que le rôle des agent·es d'interface et de médiation au service des collectivités a été crucial durant la pandémie, on souhaite que les ressources pour consolider les équipes respectives puissent aussi être améliorées, puisque certains services demeurent toujours précaires et sous-financés ;
- Deuxièmement, on désire le maintien de cette rapidité d'exécution des instances subventionnaires et de cette flexibilité dans le but de répondre aux besoins spécifiques, au-delà de la pandémie ;
- Troisièmement, on souhaite que les besoins des milieux communautaires, qui ont grandement augmenté avec la pandémie, soient entendus et soutenus par les institutions et dirigeant·es ;
- Finalement, on désire que les diverses approches créées soient partagées et mieux connues, afin de pouvoir répondre aux prochaines crises de manière adéquate et consolidée. Il ne faut pas que la reconnaissance du travail effectué soit oubliée.

Question 3 : À propos de la reconnaissance, croyez-vous qu'elle soit suffisante dans le travail que vous faites ?

Il faut reconnaître le travail effectué. Cela dit, la reconnaissance doit aussi passer par le soutien des institutions au travail effectué sur le terrain. Les questions de soutien et de reconnaissance sont souvent liées aux priorités des institutions, en concordance avec l'agenda politique de celles-ci. Pourtant, il faut que les institutions endossent les projets et les sujets, même lorsque ceux-ci sont jugés comme étant trop « politiques ». Sinon, la collaboration entre la recherche et le terrain perd de son sens.

